



VILLE de RODEZ

**Arrêté temporaire n°VP 2026-AT-0206
Portant réglementation de la circulation**

RUE CROZAT

Le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,

VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1,

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription,

VU l'arrêté municipal AG 2026-0500 en date du 13 avril 2026 portant délégation de signature à Serge JULIEN en sa qualité de 10e adjoint,

VU la demande en date du 19/07/2026 émise par Madame VECCIA STEPHANIE demeurant 5 PLACE DE L'ANCIENNE MAIRIE 30190 MOUSSAC aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation de la circulation,

VU l'arrêté d'occupation du domaine public n° VP2026-AV-0426,

CONSIDÉRANT que des travaux Déménagement rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, le 05/08/2026 RUE CROZAT,

ARRÊTE

Article 1

Le 05/08/2026, la circulation des véhicules légers est interdite 10h00 à 16h00 5 RUE CROZAT, le temps du déménagement, les véhicules seront dirigés vers la rue de l'ABBE BESSOU. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux riverains, véhicules de police et véhicules de secours.

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, Madame VECCIA STEPHANIE.

Madame VECCIA STEPHANIE. devra s'assurer du respect de la libre circulation des piétons ainsi que des véhicules d'intérêt général prioritaires. L'accès aux propriétés riveraines sera en tout état de cause maintenu.

Article 3

La présente décision est susceptible de recours administratif auprès de Monsieur le Maire ou de recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulouse, directement par courrier ou par l'application informatique "Télécours Citoyen" via le site internet www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision concernée.

Article 4

Le Directeur Général des Services Communaux et le Directeur Départemental de la Police Nationale sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Madame la Préfète de l'Aveyron et à Monsieur le Directeur Départemental de la Police Nationale.

Fait à Rodez, le
Pour le Maire,
et par délégation

22 JUIL. 2026



Serge JULIEN

DIFFUSION:

- VECCIA STEPHANIE

Le Maire certifie exécutoire le présent arrêté

Accusé de réception en préfecture

Transmis en Préfecture le 22/07/2026 012-211202023-20260722-ARVP2026AT0206-AR

Publié le 22/07/2026

22 JUIL. 2026